



**HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
POUR L'ELARGISSEMENT DU CENTRE DE TRAITEMENT DE
L'ALERTE (CTA)
A L'ENSEMBLE DES COMMUNES DE POLYNESIE FRANÇAISE**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

Numéro de consultation : 2025_AMO_CTA_HCRPF

Procédure de passation : Marché à procédure adaptée

Ce document comporte 18 pages.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 - Eléments de contexte	4
1.2 - Objet du marché	4
1.3 - Réglementation en vigueur.....	4
1.4 - Acheteur / Pouvoir adjudicateur	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 - Procédure de passation	5
2.2 - Allotissement	5
2.3 - Tranches.....	5
2.4 - Forme et étendue du marché	5
2.5 - Durée du marché	5
2.6 - Lieux d'exécution	5
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
3.1 - Pièces contractuelles.....	5
3.2 - Pièces opposables	6
ARTICLE 4 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	6
5.1 - Représentation des parties	6
5.1.1. Représentation de l'acheteur	6
5.1.2. Représentation du service bénéficiaire	6
5.1.3. Représentation du titulaire.....	6
5.2 - Conditions d'exécution	7
5.2.1. Mise en place de l'équipe technique.....	7
5.2.2. Remplacement d'un intervenant	7
5.2.3. Délais d'exécution.....	7
5.3 - Pilotage du marché.....	7
5.4 - Obligations du titulaire.....	7
5.4.1. Obligation de conseil	7
5.4.2. Obligation d'information	8
5.4.3. Obligation de résultat.....	8
5.4.4. Mesures de sécurité.....	8
5.4.5. Confidentialité.....	8
5.4.6. Responsabilité.....	8
5.5 - Obligations de l'Administration	9
5.6 - Considérations environnementales.....	9
5.7 - Traitement de données à caractère personnel.....	9
ARTICLE 6 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ	9

6.1 - Taxes et monnaies	9
6.2 - Forme des prix	9
6.3 - Contenu des prix	9
6.4 - Révision des prix.....	10
ARTICLE 7 - PÉNALITES.....	10
ARTICLE 8 - AVANCES	10
ARTICLE 9 - MODALITÉS FINANCIERES.....	11
9.1 - Acomptes	11
9.2 - Intérêts moratoires	11
9.3 - Modalités de facturation.....	11
9.4 - Contenu des factures.....	12
9.5 - Modalités d'envoi	12
9.6 - Modifications financières en cas de circonstances imprévisibles	13
ARTICLE 10 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	14
10.1 - Point de départ du délai global de paiement	14
10.2 - Délai de paiement maximal.....	14
ARTICLE 11 - CLAUSE DE REEXAMEN	14
11.1 - Modifications en cas de circonstances imprévisibles	14
11.2 - Cession de contrat	15
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES	15
12.1 - Langue.....	15
12.2 - Assurances	15
12.3 - Code du travail.....	15
12.4 - Autres obligations administratives	16
12.5 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
ARTICLE 13 - RÉSILIATION	17
13.1 - Les différentes hypothèses de résiliation pour faute du titulaire	17
13.2 - Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	17
ARTICLE 14 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	17
14.1 - Différends.....	17
14.2 - Litiges et contentieux.....	18
14.3 - Effet non-suspensif sur la prestation.....	18
ARTICLE 15 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	18

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Eléments de contexte

Hébergé au sein du Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF), le Centre de Traitement de l'Alerte (CTA) assure la gestion des appels d'urgence « 18 » (incendies & secours) pour un territoire rassemblant 4 communes (Arue, Pirae, Hitia'a O Te Ra et Punaauia) soit 66 000 personnes.

Il bénéficie d'une infrastructure moderne et de nombreux atouts techniques (centralisation et enregistrement des appels, matériel et expertise, etc.) et organisationnels mais il fait face à des défis majeurs.

Il a été décidé le 13 janvier 2025 de la création de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours (EPIS), dont l'une des missions est le CTA. Pour accompagner la démarche, l'Agence Française de Développement (AFD) a lancé un appel d'offre pour une assistance à maîtrise d'ouvrage flash pour appuyer les acteurs dans la présentation des scénarios possibles sur les plans juridiques et financiers.

1.2 - Objet du marché

L'objet de la prestation est de poursuivre l'accompagnement à la modernisation et à l'élargissement du CTA afin de mettre en œuvre de manière opérationnelle le scénario retenu.

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (Code CPV) de la consultation est :

- CPV principal : 72224000-1 - Service de conseil en gestion de projet
- CPV secondaire : 71241000-9 - Etude de faisabilité, service de conseil, analyse

Le présent CCAP a pour objet de définir les stipulations administratives des prestations, objet du marché.

Le marché est un marché de prestation intellectuelle.

Ces prestations sont décrites dans le CCTP. Les livrables sont listés au CCTP et les résultats soumis au droit de la propriété intellectuelle sont définis à l'article 32.1 du CCAG-PI.

1.3 - Réglementation en vigueur

Le cadre normatif applicable aux marchés publics depuis le 1^{er} avril 2019 est composé de :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Ci-après génériquement « *le code de la commande publique* » ou « *le code* ».

1.4 - Acheteur / Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du marché est le haut-commissaire de la République en Polynésie française, selon les dispositions des articles L1211-1 du code de la commande publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur du marché est le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française. Il est désigné dans la suite de ce document par « RPA ». Il est chargé, entre autres, de signer et de notifier le marché. D'une manière générale, le RPA représente l'Administration, désigné comme tel.

La plateforme de l'achat public interministériel du haut-commissariat de la République en Polynésie française, désignée dans la suite de ce document par « PAPI », est le service au sein du Haut-commissariat qui, par délégation, est chargée de la passation de la consultation

jusqu'à notamment la notification au titulaire du marché. L'acheteur assure le suivi de l'exécution juridique du marché (avenants, pénalités, actualisation des prix...).

La Direction de la Protection Civile (DPC) (ou ordonnateur) est chargée de l'exécution du marché.

En outre, l'ordonnateur s'assure du pilotage et du contrôle de la bonne exécution des prestations et du suivi administratif et financier du marché. Ainsi, il effectue la commande, reçoit les rapports et les factures. Il réalise le contrôle du service fait pour le paiement des factures.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique. Il peut être conclu avec un titulaire unique ou avec un groupement d'entreprises.

2.2 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

2.3 - Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

2.4 - Forme et étendue du marché

Le marché est un marché ordinaire.

2.5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il ne fait l'objet d'aucune reconduction.

2.6 - Lieux d'exécution

Le marché s'exécute à Tahiti.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- **L'acte d'engagement** et son annexe la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le présent **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) ;
- Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) ;
- La **mise au point** avant notification du marché, le cas échéant ;
- Le **cahier des clauses administratives générales** - Marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 du CCAG-PI ;
- Le **planning** remis par le titulaire à l'appui de son offre.

Toute clause contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché et portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs ou dans

toute autre documentation est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le marché.

Le CCAG-PI étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché, mais il peut être consulté sur le site Internet suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310689?subject=https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310689>

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

3.2 - Pièces opposables

Les engagements unilatéraux figurant dans l'offre du titulaire sont contrôlés et leur respect peut être exigé à tout moment par l'acheteur.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne peut s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ces documents.

Sont considérés comme des engagements unilatéraux les éléments figurant dans les documents suivants :

- Le mémoire technique du titulaire ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire.

ARTICLE 4 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet.

ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 - Représentation des parties

5.1.1. Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur (PAPI) désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. L'acheteur notifie au(x) titulaire(s) toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s).

5.1.2. Représentation du service bénéficiaire

Le service prescripteur désigne un ou plusieurs interlocuteur(s) privilégié(s) chargés de le représenter auprès du titulaire, pour l'exécution du marché. Il(s) constitue(nt) l'équipe référente chargée du suivi du dossier. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par les services prescripteurs en cours d'exécution du marché. Les services bénéficiaires notifient au(x) titulaire(s) toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s).

5.1.3. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur dédié habilité à le représenter auprès de l'acheteur et des services prescripteurs pour les besoins de l'exécution du marché et, le cas échéant, un suppléant. Ils sont désignés dans l'offre du titulaire. S'ils ne sont plus en mesure d'intervenir, leur remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

5.2 - Conditions d'exécution

5.2.1. Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché public, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans le cadre de réponse technique.

5.2.2. Remplacement d'un intervenant

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur et le nouveau profil présenté doit impérativement disposer d'un niveau d'expérience a minima similaire avec celui de la personne remplacée.

Tout refus sera motivé. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.2.3. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux indiqués dans le planning prévisionnel remis par le titulaire à l'appui de son offre et sont soumis à la clause de réexamen fixée à l'article 11 du présent CCAP.

Le point de départ du délai d'exécution est la notification du marché.

La fin de chaque phase de l'opération décrite à l'article 1.3 du CCTP correspond à la date de réception des livrables par le pouvoir adjudicateur et fait courir le délai de 7 jours de validation des livrables comme indiqué à l'article 5.5 du présent document.

Le titulaire est informé qu'au regard des délais très contraints de l'opération, la mission ne pourra aucunement s'interrompre pendant les mois de juillet et d'août 2025.

5.3 - Pilotage du marché

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire.

Une réunion hebdomadaire sera organisée le mardi à 7h30 pendant toute la durée de la mission d'une durée moyenne d'1 heure (cf. article 2 du CCTP).

5.4 - Obligations du titulaire

Le titulaire a parfaite connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles du marché ; qu'il s'agisse de documents à caractère technique ou administratif. En cas de non-respect par le titulaire d'une quelconque de ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché selon les modalités prévues à l'article 13 du présent document.

Sans application de prix particuliers, le titulaire est tenu d'assister aux réunions, visites et/ou groupes de travail sollicités par l'administration.

5.4.1. Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil qui consiste notamment à proposer les solutions les mieux adaptées et à attirer l'attention du pouvoir adjudicateur lorsqu'il décèle des incompatibilités entre les différentes options retenues, ou des risques de dysfonctionnement au titre de ses prestations, ou de quelque nature que ce soit.

Au titre de son devoir de conseil, le titulaire doit en particulier protéger au mieux les intérêts du pouvoir adjudicateur et l'informer des conséquences des décisions, des risques juridiques et de contentieux qu'il peut être amené à lui faire prendre.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Les prestations de conseil sont comprises au titre de sa rémunération.

5.4.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

5.4.3. Obligation de résultat

Le titulaire du marché est soumis à une **obligation de résultat** quant à la qualité des prestations objet du marché ainsi qu'au respect des délais d'exécution indiqués dans son planning prévisionnel.

Le titulaire s'engage donc à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires – *notamment humains, organisationnels et techniques* – pour l'obtention du résultat défini dans les pièces du marché et dans son offre technique.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble de ses obligations vis-à-vis de l'administration. Si le résultat n'est pas atteint, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, à ses frais et sans augmentation des prix à l'acte d'engagement, pour l'exécution d'une prestation conforme. Il ne pourra invoquer au cours de l'exécution du marché sa méconnaissance de telle ou telle caractéristique pour réclamer des suppléments au moment de l'intervention.

5.4.4. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

5.4.5. Confidentialité

Le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité. Il ne peut, en aucun cas, divulguer les informations, renseignements et documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviennent pour son compte.

Le non-respect de cette disposition est considéré comme une faute de nature à entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, au titre de l'article 1384 du Code Civil modifié par la loi n°2002-305 du 4 mars 2002.

5.4.6. Responsabilité

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

L'ordonnateur et les administrations parties prenantes du marché doivent être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de l'exécution de la prestation (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards). Le présent marché fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

5.5 - Obligations de l'Administration

Les services bénéficiaires prescripteurs s'engagent :

- Notifier toute modification des interlocuteurs administratif ou correspondant technique au titulaire du marché ;
- A participer aux réunions sollicitées par le titulaire dans les différentes phases du projet ;
- A réaliser les validations demandées par le titulaire sous un délai maximum de 7 jours.

5.6 - Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : utilisation d'encre certifiées d'origine végétale ; utilisation de papiers à base de fibre recyclée (certifié ecolabel européen ou équivalent).

De plus, le titulaire est invité à prendre des mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les émissions de gaz à effet de serre (déplacements) et la consommation électrique.

5.7 - Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX DU MARCHE

6.1 - Taxes et monnaies

Les prix hors taxes sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et les règles en vigueur au moment de l'exécution des prestations et de toute autre taxe découlant des règles d'ordre public.

L'unité monétaire est le Franc Pacifique.

6.2 - Forme des prix

Les prestations sont rémunérées sur la base d'un prix global et forfaitaire détaillé dans la décomposition du prix global forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

6.3 - Contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations telle que définie dans les pièces du marché et la proposition du titulaire ;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des intervenants ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visée au

chapitre 6 du CCAG-PI, incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document ;

- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations (notamment les frais de préparation, matériel, frais liés aux enquêtes) ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- le suivi contractuel ;
- les frais d'assurance ;
- tout autres frais annexes ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

6.4 - Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire. Les prix des prestations ne font pas l'objet de variation de prix.

ARTICLE 7 - PÉNALITES

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, si les délais d'exécution des prestations indiqués par le titulaire dans le planning d'exécution ne sont pas respectés de son fait, l'administration se réserve le droit d'appliquer, sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- Retard sur le planning : 50 000 XPF par jour de retard ;
- Retard dans la remise des livrables : 20 000 XPF par jour de retard ;

Par ailleurs, en cas de non-respect des engagements pris dans le cadre de réponse technique, le titulaire encourt une pénalité de 10 000 XPF par constat.

ARTICLE 8 - AVANCES

Dans le cas où le titulaire n'a pas renoncé au versement de l'avance, celle-ci sera versée indépendamment du montant du marché et de la durée d'exécution de celui-ci conformément à l'article R2191-4.

L'octroi de cette avance non obligatoire n'est autorisé que pour la tranche ferme du marché.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % si le titulaire ou le sous-traitant est une petite et moyenne entreprise. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions du présent article sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Le début du remboursement de l'avance est effectué quand le montant des prestations exécutées par le titulaire s'élève à 65 % du montant TTC de la partie forfaitaire du marché.

Le remboursement s'achève quand le montant des prestations exécutées par le titulaire s'élève à 80 % du montant TTC de la partie forfaitaire du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date d'effet fixée par ordre de service de la tranche ferme qui emporte commencement d'exécution du marché.

ARTICLE 9 - MODALITÉS FINANCIERES

9.1 - Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à **trois mois**.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

9.2 - Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L2192-12 et suivants et R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (4 773 XFP).

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

9.3 - Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le service bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

9.4 - Contenu des factures

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire : raison sociale, adresse et n° d'identification ;
- La date d'émission de la facture et le numéro de facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- Le numéro et date du marché ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date d'exécution des services ou des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix forfaitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la ou des taxe(s) à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée et de toute autre taxe découlant de règles d'ordre public, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le RIB.

La date de réception de la facture par la personne publique ne peut, en aucun cas, être antérieure au service fait.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification du marché est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution du marché, celui-ci doit être transmis sans délai au pouvoir adjudicateur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

9.5 - Modalités d'envoi

Les factures doivent parvenir par tout moyen permettant de donner une date certaine à leur réception, de façon dématérialisée sur le portail Chorus Pro.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics doivent obligatoirement adresser leurs factures sous format électronique via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les micros entreprises sont soumises à cette obligation depuis le 1er janvier 2020. La transmission dématérialisée des factures doit être effectuée conformément aux dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facture électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission dématérialisée des factures :

1) Mode portail : Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de, soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface):

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées):

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> rubrique « nous contacter ».

Par ailleurs, une exception au « full-demat » est accordée à la Polynésie française au regard de l'article 193 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (16° bis à l'article L.2192-1).

Auquel cas, les factures « papier » doivent parvenir au(x) contact(s) « facturation » du bénéficiaire du marché, par tout moyen permettant d'attester la date certaine à leur réception. Il convient de noter que la dématérialisation reste à privilégier.

9.6 - Modifications financières en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde alors sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle, attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées font l'objet d'un avenant signé par les deux parties. La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire

déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 10 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

10.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le point de départ du délai global de paiement des sommes dues au titre du marché est la date de réception de la facture par le service bénéficiaire ou la date d'exécution des prestations, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture. Ces dates sont constatées par les services bénéficiaires. A défaut, c'est la date de la facture augmentée de deux (2) jours qui est retenue.

10.2 - Délai de paiement maximal

Au moment de la publication du marché, le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours conformément à l'article R.2192-10 du code. Ce délai est susceptible d'être modifié afin de respecter le régime applicable en vigueur sans pour autant donner lieu à la passation d'un avenant.

A défaut de paiement dans ce délai, le titulaire bénéficiera de plein droit et sans autres formalités :

- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros (4 773 CFP) conformément à l'article D. 2192-35 du code ;
- des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (art. R. 2192-31 du code).

ARTICLE 11 - CLAUSE DE REEXAMEN

11.1 - Modifications en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat (nature, ampleur) et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, le titulaire peut proposer à l'acheteur notamment :

- Une prestation de substitution permettant d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût pour le bénéficiaire final ;
- Une modification des délais contractuels.

Cette demande est accompagnée de justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.

Après validation écrite par l'acheteur, la prise en compte de ces modifications est notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant pour donner date certaine. A défaut de réponse par l'acheteur dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, la demande est réputée rejetée.

Ces modifications peuvent prendre la forme d'une décision unilatérale ou d'un avenant. La date d'entrée en vigueur ainsi que la durée d'application sont déterminées dans l'acte juridique. Les modifications s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

A la fin de la période d'application prévue, l'acheteur et le titulaire examinent de bonne foi si la circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché est toujours actuelle. Toute prolongation ou nouvelles modifications doivent faire l'objet d'un avenant ou d'une décision unilatérale. Aucune reconduction tacite n'est possible.

11.2 - Cession de contrat

En application de l'article R2194-6 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié quel que soit le montant de la modification, en cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent marché et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 - Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

12.2 - Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Conformément à l'article 9.2 du CCAG-PI, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

A défaut de production dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, le marché peut être résilié, conformément aux dispositions de l'article 39.1 du CCAG-PI.

12.3 - Code du travail

Le titulaire atteste que les prestations seront exécutées par des salariés régulièrement employés au regard des articles L 143.3 et L 620.3 du code du travail en Polynésie française.

Le non-respect des obligations stipulées ci-avant entraîne le cas échéant la résiliation du marché ou l'exécution au frais et risques conformément à l'article 13.2 du présent C.C.A.P,

sans préjudice des poursuites judiciaires engagées, le cas échéant, à l'encontre des titulaires et/ou des personnes intervenant pour son compte.

12.4 - Autres obligations administratives

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et se rapportant :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire doit justifier de la régularité de sa situation fiscale et sociale. Il met ainsi à disposition, à partir de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, dès actualisation qui intervient avant le 31 mars de chaque année, et sans demande expresse de l'acheteur, les pièces ci-après :

- Le dernier certificat certifiant le paiement des sommes dues au titre des cotisations auprès de la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) ;
- Le dernier certificat du Payeur de la Polynésie française attestant de la conformité aux règles vis-à-vis de la Direction des finances publiques (DFIP) ;
- Le dernier certificat de la recette des impôts (TVA).

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : plateforme-achat@polynesie-francaise.pref.gouv.fr

12.5 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire :

- Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.
- Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.
- En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de la réception de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.
- La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

Le chapitre 7 du CCAG-PI relatif à la résiliation du marché, est applicable.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire. La notification de cette décision au titulaire intervient au plus tard deux (2) mois avant sa date de prise d'effet.

13.1 - Les différentes hypothèses de résiliation pour faute du titulaire

- En cas de non-respect par le titulaire d'une quelconque de ses obligations contractuelles au sens de l'article 5.4 du présent document et en cas de difficultés répétées constatées dans l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public quinze (15) jours après la réception par le titulaire d'une mise en demeure l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations, adressée sous forme assurant date certaine de réception et demeurée sans effet. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité et cette résiliation pourra être assortie d'une exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 et suivants du code, le marché sera résilié aux frais et risques du titulaire sans préavis et sans préjudice des actions en réparation qui pourront être intentées par le pouvoir adjudicateur.

- Lorsque le titulaire contrevient à la réglementation du travail (cf. notamment l'article 12.4 du présent document) et à une de ses obligations administrative (cf. notamment l'article 12.5 du présent document)

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

13.2 - Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

Dans les conditions prévues au CCAG PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée par l'acheteur indépendamment de la résiliation totale ou partielle du marché.

ARTICLE 14 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

14.1 - Différends

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, le pouvoir adjudicateur et chaque titulaire peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R2197-1 et suivants du code de la commande publique.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le(s) titulaire(s) peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou au médiateur des entreprises des

différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique. Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable. Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris.

14.2 - Litiges et contentieux

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

La juridiction compétente pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de la Polynésie Française dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de la Polynésie française

Adresse : Pouvana'a a Oopa - BP 4522-98713 Papeete

Téléphone Greffe : 40 50 90 25

Téléphone Secrétariat : 40 50 90 32

E-mail : greffe.ta-papeete@juradm.fr

Site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>

Le haut-commissariat, coordonnateur-mandataire au sens de l'article 1.3 du présent C.C.A.P, est seul habilité à représenter les services bénéficiaires pour tout litige afférent à la procédure de passation des marchés. Chaque service bénéficiaire est responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent. Il n'y a ainsi aucune solidarité entre les services bénéficiaires pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

14.3 - Effet non-suspensif sur la prestation

Aucun différend survenant entre l'administration et le titulaire du marché ne peut être invoqué par ce dernier comme motif de suspension momentanée ou d'arrêt définitif de l'exécution des prestations.

ARTICLE 15 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations aux CCAG-PI sont les suivantes :

L'article 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG- PI

L'article 7 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG- PI